Centrafrique : un colloque à Bangui pour construire la paix

Après un premier rendez-vous en 2023 sur le thème des « voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique », l'association A9, créée à Bangui par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a organisé au printemps un deuxième colloque avec le soutien du Défap. Le thème en était « Humiliation et réconciliation : quel avenir pour les sociétés post-conflit ? ». La présidence était assurée par Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap. Retour sur ces deux jours de colloque, par Rodolphe Gozegba.



Rodolphe Gozegba lors du 2ème colloque de l'association A9 à Bangui © DR

L’an dernier, déjà, l’association créée par Rodolphe Gozegba, docteur en théologie de l’Institut protestant de théologie de Paris, organisait avec la participation du Défap un colloque sur la paix. Anne-Lise Deiss et Laure Daudruy y participaient. Cette année, les 29 et 30 mai, ce sont Philippe Kabongo-Mbaya et Jean-Arnold de Clermont qui l’ont représenté. Le thème était « Humiliation et réconciliation : quel avenir pour les sociétés post-conflit ? ». Plus de 250 personnes remplissaient pendant ces deux jours la très belle salle de la Sécurité Sociale et y apportaient une assiduité remarquable et une active participation aux débats. À peine terminée une contribution, les mains se levaient de toute part, et la présidence assurée par Jean-Arnold de Clermont, avec calme et humour, devait tenter de donner la parole au plus grand nombre.

Pourquoi un tel intérêt ?

Le thème, tout d’abord. Parler de paix, et bien sûr particulièrement dans le contexte centrafricain, c’est évoquer celles et ceux qui ont souffert profondément des crises passées. J’avais proposé une contribution intitulée « Différents aspects de l’humiliation recueillis dans la parole des Centrafricains par l’Observatoire Pharos dans les années 2013-2015 ». Trois images pour dire cette humiliation : Les enseignants de l’Université de Bangui nous disant être « bâillonnés » par les responsables politiques, alors qu’ils étaient les seuls à avoir depuis des années constitué un groupe de travail sur les origines de la crise centrafricaine ; cette mère et sa fille, violées par des habitants de leur quartier pendant les troubles de 2013 et voyant tous les jours leurs violeurs les menaçant de les tuer si elles parlaient et la justice incapable de se saisir de leur drame ; les intellectuels disant leur humiliation d’entendre l’Ambassadeur de France dire quel était le « bon » premier ministre pur la RCA… Le colloque devait prendre le temps d’entendre les humiliations vécues par la population,

humiliations par rabaissement, par déni d'égalité, par relégation ou par stigmatisation (pour reprendre les catégories de Bertrand Badie, dont nous avions espéré qu'il pourrait se libérer afin d'apporter les conclusions du colloque).

Bien d'autres contributeurs ont participé à cette première partie : Professeurs d'Université en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, Psychologue clinicienne en RCA, ou encore Ingénieure en informatique passionnée de théologie rendant compte de l'ouvrage d'Olivier Abel.

Entendre l'humiliation avant d'envisager de la réparer ou de la déconstruire

Présentation en images du colloque de l'association A9

C'est Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'IFRI qui ouvrait cette seconde partie avec un exposé sur la : « Justice transitionnelle : un concept en errance ». Il était suivi par un avocat centrafricain, conseil de la Cour Pénale Internationale et de la Cour pénale spéciale à Bangui ; puis

des universitaires de Bangui, de Dshang ou de Maroua au Cameroun. D'autres aspects plus spécifiques étaient abordés ; la question de la vérité (Franck Levasseur), ou le thème biblique de la réconciliation (Philippe Kabongo Mbaya).

Chaque contribution appelait de longs débats ; mais la dernière, par le Professeur Abdon Nadin Liango, président du comité scientifique, sous le titre « Dignité humaine en péril » retraçant les crises subies par la RCA devait susciter un moment extrêmement fort : trente ou quarante mains se sont levées pour apporter précisions, corrections, commentaires… Le colloque se terminait par la confirmation d'un immense besoin de partage auquel répond l'Association A9.

Car la RCA aujourd'hui n'offre pas beaucoup d'autres possibilités. Les oppositions politiques au régime en place ne sont guère actives, ou sont ailleurs. Les problématiques du moment touchent plus aux questions de survie alors que 80% de la population n'a qu'un repas par jour, me dit-on. Les ressources naturelles du pays sont détournées, les routes difficilement praticables, le fonctionnement économique réduit, sauf pour l'immobilier des riches : Bangui voit fleurir les bâtiments à étages, les hôtels climatisés. Et fort peu en profitent. Heureusement il y a 3000 agents des différentes institutions des Nations Unies.

A9 s'est singularisée en proposant en 2021 de nourrir Bangui en 90 jours, opération qui a donné naissance à 1400 jardins potagers privés devant les cases de volontaires et l'opération devrait bientôt doubler.

Mais A9 a aussi lancé avec l'Université (le Recteur ouvrait le colloque) un master en pluralisme religieux et médiation. Quelques jours après le colloque, ce sont 60 nouveaux titulaires qui étaient reçus (50 l'an dernier).

C'est l'honneur du CCFD-Terre solidaire, de la Friedrich Schiller Universitat d'Iena, et modestement du Défap de

soutenir de telles initiatives porteuses d’espérance.

Rodolphe Gozegba

Christ pour tous

Simon Pierre et Corneille, deux individus qui ne devraient pas se connaître… Méditation par le pasteur Lévi Ngangura Manyanya, théologien et Président provincial de l’Église du Christ au Congo/Province du Sud-Kivu (République Démocratique du Congo).



Saint Pierre et Corneille le Centurion – Bernardo Cavallino –

Galleria Nazionale d’Arte Antica © Wikimedia Commons

> *« Pierre prit alors la parole et dit : « Maintenant, je comprends vraiment que Dieu n’avantage personne : tout être humain, quelle que soit sa nationalité, qui le respecte et fait ce qui est juste, lui est agréable. Il a envoyé son message au peuple d’Israël, la bonne nouvelle de la paix par Jésus-Christ, qui est le Seigneur de tous les hommes. »*
>
> *Actes 10, 34-36*



L’arrivée et le discours de Pierre chez Corneille auront une influence décisive sur le déroulement et ’orientation de l’histoire de l’Église primitive.

En effet, Simon Pierre et Corneille, sont deux individus qui ne devraient pas se connaître à cause de différentes barrières ou de divers murs de séparation construits par leurs société. Ils ne vivent pas dans la même ville : Corneille habite la ville maritime de Césarée, alors que Simon Pierre est originaire de Besthsaïda et habite avec sa famille à Capernaüm. Sur le registre religieux, ethnique et socio-politique, Simon Pierre est un juif qui ne devrait pas manger avec les païens. Corneille est un romain, un païen que les Juifs traitent d’idolâtre et avec lequel ils doivent se séparer absolument.

Une nouvelle expérience de foi

Corneille et Simon Pierre n’avaient pas à l’origine d’intérêts communs à avoir une relation proche. Leur première rencontre

devait être régie par une certaine méfiance de l'inconnu. Et pourtant, l'épisode d'Actes 10 ne présente pas la rencontre de Corneille et de Pierre comme des personnages séparés par un mur infranchissable. Corneille jouit d'une bonne réputation et est présenté avec quatre mots significatifs : pieux, craignant Dieu, généreux d'aumônes et assidu à la prière. Il satisfait les plus hautes exigences de la piété juive. Il pourrait même paraître comme un modèle pour le peuple élu et ceux qui pensent qu'en dehors d'Israël il n'y a qu'impiété et immoralité chez les Non-Juifs.

Comme Simon Pierre, Corneille est aussi en relation avec le Dieu d'Israël qui lui envoie un ange. Sa vision, comme celle de Simon Pierre comprend deux éléments importants, une déclaration divine et un ordre divin à exécuter.

Dans la suite de l'épisode, la rencontre de Simon Pierre avec Corneille le mène à une nouvelle expérience de foi. Simon Pierre découvre par Corneille une idée claire de l'impartialité de Dieu, chose qu'il n'avait pas pu comprendre ni avec Jésus en tant que disciple, ni par la révélation de la Pentecôte. C'est aussi chez Corneille que Simon Pierre voit le Saint-Esprit descendre sur les Païens.

> *Apprendre à offrir ce qui peut épanouir l'autre et à accueillir ce qui vient de l'autre*

L'épisode d'Actes 10 indique donc la réalisation de la même promesse pour les Juifs et les non-Juifs, en faisant du Ressuscité, grâce à l'œuvre du Saint-Esprit, le Seigneur de tous.

La rencontre de Césarée peut réconforter tous ceux qui sont ou qui acceptent d'aller en mission. Ils ne partent jamais seuls ; Dieu les précède et est avec eux par différentes manifestations du Saint-Esprit. Cette rencontre peut également nous aider à nous interroger sur l'impératif d'annoncer la Bonne nouvelle aux autres peuples. Comment parler du Christ et

de l’amour du Dieu impartial aujourd’hui puisque « les autres à évangéliser » ne sont pas devant Dieu « ceux-là que nous pensons, dans les murs de séparation » construits par les sociétés humaines ? Dans la mission d’évangélisation il y a aussi des partages et des enrichissements à découvrir. Ce sont des expériences communes de mission où nous sommes tous à l’école pour apprendre à offrir ce qui peut épanouir l’autre et à accueillir ce qui vient de l’autre, dans la réciprocité et dans le mystère d’une communion fraternelle en Christ.



Prière

Seigneur, tu as entendu les cris de ton peuple qui souffre. Ouvre nos yeux pour voir la profondeur de ton amour pour nous et la merveille de ce que tu accomplis pour nous. Donne-nous le courage d’être tes mains et ton cœur pour les personnes qui souffrent. Donne-nous la sagesse et la force de nous engager pour la justice et la droiture. Que ta volonté soit faite en nous aujourd’hui et toujours.

Extrait de la prière pour la journée mondiale des femmes 2021

La Lettre du Défap : dix ans

déjà

Mai 2014 – juin 2024 : depuis dix ans, la Lettre du Défap vient apporter à chaque paroisse des nouvelles des envoyés, des projets, et plus largement des relations entretenues par-delà les frontières avec des Églises-sœurs présentes sur plusieurs continents. Créée à l'origine pour remplacer le magazine *Mission*, cette Lettre est aujourd'hui intégrée dans tout un écosystème d'outils de communication : site internet, réseaux sociaux, chaîne de podcasts, émissions radio… Le point sur ces évolutions avec ce numéro 38, déjà disponible au téléchargement, et très bientôt dans votre paroisse.



trimestriel

La lettre du Défap

www.defap.fr

Service protestant de mission

Édito

Dix ans déjà…

© DEFAP

La communication du Défap passe par 10 canaux différents, à l'image du monde d'aujourdhui. Voir pages 4 et 5.

Le pasteur B. Vergniol, secrétaire général du Défap (2014-2017) écrivait dans son édito en 2014 : « *La* Lettre du Défap *que vous avez entre les mains est un tout premier numéro. […] Elle a pour ambition d'être complémentaire de notre site internet,* www.defap.fr, *tout en reprenant quelques-uns de ses thèmes majeurs afin de satisfaire à la fois les internautes et ceux qui ne le sont pas. Nous avons conçu pour vous un bulletin essentiellement axé sur les actions que nous menons en France et à l'étranger, au nom des Églises protestantes de France.* »

Depuis lors, l'espace de notre communication s'est élargi et ce numéro 38 de *La lettre du Défap* en fait ici un éventail : Facebook, YouTube, LinkedIn, Instagram, X (ex. Twitter), newsletter, une chaîne de podcasts… Tout cela indique une volonté d'adaptation en vue de toucher le plus grand nombre quel que soit l'âge et d'informer de la tâche que le Défap accomplit pour

La Lettre du Défap, numéro 38 © Défap

Téléchargez la Lettre du Défap

Le pasteur B. Vergniol, secrétaire général du Défap (2014-2017) écrivait dans son édito en 2014 : « *La Lettre du Défap que vous avez entre les mains est un tout premier numéro. […] Elle a pour ambition d'être complémentaire de notre site internet, www.defap.fr, tout en reprenant quelques-uns de ses thèmes majeurs afin de satisfaire à la fois les internautes et ceux qui ne le sont pas. Nous avons conçu pour vous un bulletin essentiellement axé sur les actions que nous menons en France et à l'étranger, au nom des Églises protestantes de France.* »

Depuis lors, l'espace de notre communication s'est élargi et ce numéro 38 de La lettre du Défap en fait ici un éventail : Facebook, YouTube, LinkedIn, Instagram, X (ex. Twitter), newsletter, une chaîne de podcasts… Tout cela indique une volonté d'adaptation en vue de toucher le plus grand nombre quel que soit l'âge et d'informer de la tâche que le Défap accomplit pour le compte de ses Églises membres ; une tâche dans laquelle Dieu s'incarne en « relation » et en « solidarité inter-ecclésiale transfrontalière ».

Aujourd'hui encore comme il y a dix ans, vous y trouverez l'essentiel des nouvelles des pays dans lesquels le Défap est engagé. Elle montre comment il continue et revisite sans cesse une fraternité qui dure depuis plus d'un demi-siècle. Elle révèle dans ses lignes comment le Défap permet la rencontre, facilite la relation et invite à la réflexion sur la place et la responsabilité sociales et ecclésiales des Églises membres et des partenaires ; une plate-forme de réflexion et d'action au nom de l'évangile du Christ. L'action (Défap) et la communion (Cevaa) y sont déployées comme une épître adressée aux paroissien.nes.

Le Défap vous prie de l'accueillir comme une reconnaissance de vos soutiens tant spirituels que matériels.

Pasteur Basile ZOUMA
secrétaire général du Défap

La FPF sur les législatives : «faire front contre l’esprit de division»

« En ce moment de crispation où toute parole devient conflit, la Fédération Protestante de France espère un sursaut démocratique », indique la FPF dans un communiqué. « Que chacun rejette les discours de haine et de division, et promeuve l’amour, la justice et la paix ».



© Wikimedia Commons

À Paris, le 3 juillet 2024

Trois semaines de campagne éclair ont fait apparaître les profonds maux dont souffre notre société. Sa fragmentation, ses divisions, ses tensions sociales à vif, les souffrances réelles qu’expriment celles et ceux qui se sentent relégués. Il nous faudra collectivement, en Église et dans tous les lieux de la société, apprendre à écouter cette souffrance et à lui apporter les réponses politiques adéquates.

Les citoyens français se sont fortement mobilisés lors du premier tour. Ils manifestent ainsi la conscience qu'ils ont de l'enjeu fondamental de ce scrutin. Pourtant, actuellement le débat politique clive autant qu'il mobilise. La capacité d'écouter le propos autre s'est drastiquement raréfiée. Même parler à des proches devient compliqué. Les digues culturelles ont cédé, lâchant une vague nauséabonde de propos de haine racistes, antisémites, ou xénophobes.

> *L'intérêt commun est également l'intérêt particulier de chacun*

Convaincue que la réponse aux profonds maux de la société est avant tout collective et qu'elle exige un esprit de concorde ainsi qu'un sens de la responsabilité, la Fédération Protestante de France encourage les citoyens à confirmer leur forte mobilisation du premier tour. Elle invite chacune et chacun à voter en conscience et en responsabilité, en dépassant sa colère, ses rancœurs et son seul intérêt particulier, en portant son regard vers le bien supérieur du pays. L'intérêt commun est également l'intérêt particulier de chacun.

En ce moment de crispation où toute parole devient conflit, la Fédération Protestante de France espère un sursaut démocratique pour éviter à notre pays, aux plus fragiles de ses citoyens, ainsi qu'à nos voisins européens, la déstabilisation que représenterait une France gouvernée par un parti extrême visant à porter atteinte aux libertés fondamentales et aux droits humains.

La FPF appelle chaque protestant à prier pour notre pays en cette période électorale afin que chacun de nous ait la sagesse et le discernement nécessaires pour faire des choix éclairés et responsables. Que chacun rejette les discours de haine et de division, et promeuve l'amour, la justice et la paix. Prions pour que nos représentants soient guidés par des

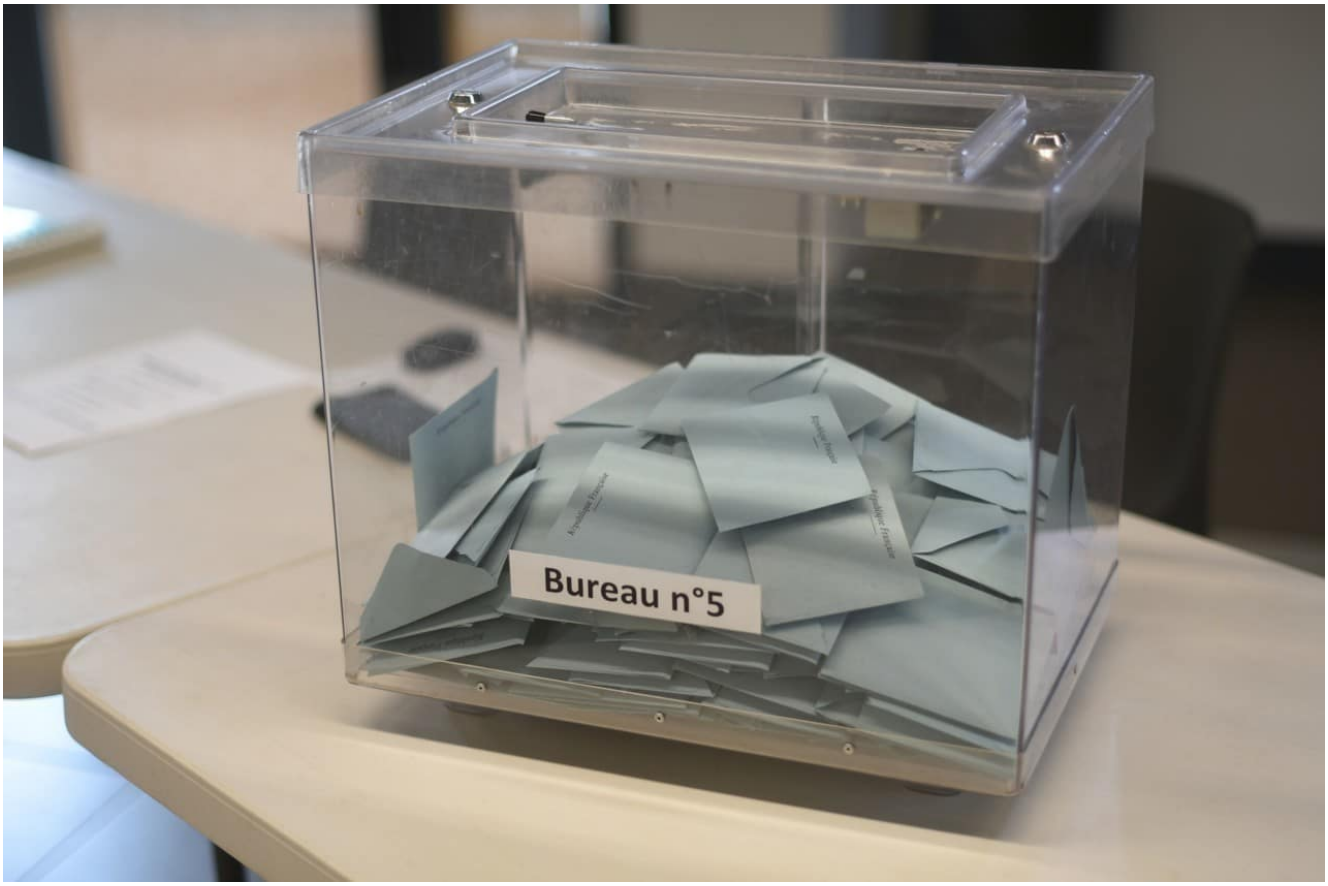
valeurs d’humanisme, de respect et de fraternité.

« Que la justice jaillisse comme des eaux, et la droiture comme un torrent intarissable. » – Amos 5:24

Pasteur Christian Krieger,
Président de la Fédération protestante de France

La FPF sur les législatives : «Rien ne se construit sur la détestation d’autrui»

« Sous l’influence des voix extrémistes, notre société subit une recomposition qui inquiète au plus haut point les défenseurs des valeurs de la République », s’inquiète la Fédération protestante de France dans un communiqué. « Paix, dignité et fraternité, qui constituent l’intérêt commun et individuel que notre foi nous pousse à rechercher, ne peuvent s’ériger sur la haine ou la détestation ».



© Benejam – stock.adobe.com

À Paris, le 19 juin 2024

La dissolution de l'Assemblée nationale plonge notre pays dans une situation d'une gravité inédite. Lors des élections européennes, les Français ont exprimé leur souffrance, leur mal-être et leur colère, détournant le scrutin de son objectif initial. Depuis, sous l'influence des voix extrémistes **notre société subit une recomposition qui inquiète au plus haut point les défenseurs des valeurs de la République.**

Alors que les législatives devraient permettre un débat démocratique constructif, des délais trop courts et des promesses démagogiques irréalistes menacent de semer un profond désordre. Les trois principales formations politiques poussent les électeurs à voter par rejet plutôt que par adhésion, risquant au second tour de piéger les français dans un choix cornélien entre le racisme de l'extrême droite et l'antisémitisme de la gauche extrême. L'heure est grave. L'instabilité durable guette. **La haine et la détestation ne**

peuvent être la base d’une société juste et fraternelle.

Ce désir d’une société plus juste et plus respectueuse est largement partagé. **Paix, dignité et fraternité, qui constituent l’intérêt commun et individuel que notre foi nous pousse à rechercher**, ne peuvent s’ériger sur la haine ou la détestation ; ni celle d’une personne, ni celle des institutions démocratiques, ni celle de groupes stigmatisés, qu’ils soient juifs, musulmans ou étrangers. Une société équitable et solidaire exige un esprit de concorde et le devoir de fraternité de chaque citoyen.

Dans la continuité de ses appels précédents, la Fédération protestante de France exhorte chaque citoyen à exercer son droit de vote avec conscience et responsabilité pour renforcer le tissu social et promouvoir la dignité humaine inaliénable.

Elle alerte sur l’impasse dangereuse que représentent pour notre pays, notre démocratie et notre société, les discours et visions des partis extrêmes, qui heurtent profondément les femmes et les hommes de foi inspirés par l’Évangile.

Face à la menace des extrêmes, elle invite chacun à discerner, en son âme et conscience, des femmes et des hommes capables de s’extraire des logiques idéologiques et partisanes, et de s’unir pour servir l’intérêt supérieur de la nation ; des femmes et des hommes capables de coopérer en confiance avec nos partenaires européens.

En cette heure de gravité, elle appelle les communautés chrétiennes à porter dans leur prière le bien commun que représente la République ainsi que l’esprit de fraternité et concorde de ses citoyens.

Plus que jamais, « Prenons soin les uns des autres » (Hébreux 10,24)

Pasteur Christian Krieger,
Président de la Fédération protestante de France

Justice climatique : «Courrier de mission» fait le point sur l'action du Défap

En ce mois de juin dans « Courrier de mission », Guylène Dubois a reçu François Fouchier, membre du Conseil du Défap, pour parler de sauvegarde de la création, de justice climatique… et du dernier projet de « compensation carbone » du Défap. Un projet que le Défap a décidé d'élargir aux particuliers ou aux Églises qui voudraient, en le soutenant, avoir l'opportunité de réduire leur propre empreinte écologique.



© Secaar

Quoi de commun entre des foyers destinés à limiter la consommation de bois de chauffe, une ferme-école, une pompe solaire et des biodigesteurs ? Réponse : tous font partie de projets soutenus par le Défap dans le cadre de sa démarche de « compensation carbone ». Une démarche initiée à la suite d'une décision de son Conseil de 2022, et dont les traductions concrètes se multiplient… Le dernier de ces projets en date, visant à équiper un village du Bénin d'une infrastructure destinée à transformer les déchets agricoles en gaz à usage domestique, a d'ailleurs été ouverte par le Défap à la fois à des particuliers et à d'autres institutions liées aux Églises : chacun peut ainsi, en soutenant ce projet par un don, contribuer à réduire sa propre empreinte carbone…

Donnez pour ce projet !

Cette démarche, et ces projets, ont été exposés en ce mois de juin dans « Courrier de mission », l'émission du Défap diffusée sur Fréquence protestante et Radio FM+. Avec comme invité, au micro de Guylène Dubois, une personnalité engagée de longue date en faveur de la sauvegarde de la création, à la fois au sein de son Église, l'EPUdF, et au sein du Défap : il s'agissait de François Fouchier. Délégué Provence Alpes Côte d'Azur du Conservatoire du littoral, il est aussi membre du Conseil du Défap, et le représente depuis des années auprès du Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale).

Comment le Défap agit pour la justice climatique

Courrier de Mission

Émission du 16 juin 2024 sur Fréquence Protestante

On pourrait se demander en quoi théologie rime avec écologie. Et pourquoi il est nécessaire que les Églises s'engagent dans ce domaine. C'est précisément ce qui caractérise l'action du

Secaar, réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, qui cherche depuis sa création à promouvoir un développement « holistique », c'est-à-dire réconciliant toutes les dimensions de l'être humain : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). « L'homme ne vivra pas de pain seulement » : l'être humain est un tout…

Le Secaar, c'est une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Voilà pourquoi le Défap a choisi de s'appuyer sur son expertise pour mettre en place un programme ambitieux de réduction de son empreinte écologique, en deux volets : réduction des émissions de gaz à effet de serre, et compensation des émissions résiduelles par le soutien à des projets portés par le Secaar.

Des projets bons pour l'environnement et pour les populations locales

Ce partenariat répond à la volonté de protéger l'environnement, tout en améliorant les conditions de vie des populations sur place : pas question de donner dans le « greenwashing », et d'aller, par exemple, planter des arbres au détriment des cultures vivrières de paysans locaux ! Cette préoccupation se retrouve dans tous les projets déjà soutenus par le Défap dans le cadre de sa démarche de réduction de son empreinte écologique. C'était le cas des « foyers améliorés »

dont ont été équipés des villageois de la région de la Kara, au Togo : plus économes en bois, ils permettaient en même temps de protéger la santé des cuisinières. C'est le cas de la pompe solaire que le Défap aide à installer dans une ferme-école du Secaar : elle permettra de fournir des ressources en eau pour les périodes de sécheresse en utilisant une énergie propre – et permettra ainsi à l'établissement de continuer à diffuser les bonnes pratiques agricoles auprès de ses élèves.

C'est le cas, enfin, du projet de biodigesteurs pour Agbonan, au Bénin. Avec cet aspect supplémentaire, pour ce dernier projet, qu'à travers lui, le Défap va au-delà de la seule compensation carbone : car les émissions de CO2 que ce projet doit éviter seront supérieures aux émissions du Défap… Voilà pourquoi ce projet est désormais ouvert aux particuliers ou Églises qui souhaitent le soutenir.

Toutes les explications sont ici :

Des biodigesteurs pour Agbonan : présentation par Maëlle NKOT, notre Chargée de projets

Par votre don, vous contribuerez à plus de justice climatique,

en soutenant un projet bon pour l’environnement et bon pour les villageois :

- **avec 50 € : Vous participerez à la sensibilisation de 4 ménages à la gestion et au tri des déchets.**
- **avec 100 € : Vous participerez à la formation de 10 personnes à l’utilisation d’un biodigesteur.**
- **avec 150 € : Vous participerez à l’achat de 5 brouettes pour le transport des déchets.**
- **avec 800 € : Vous participerez à l’équipement de 75 ménages pour le tri des déchets.**
- **avec 1200 € : Vous participerez à l’achat et la construction d’un biodigesteur.**

De l’Alsace à Tananarive, l’odyssée des jeunes de la paroisse de Goxwiller

Entre Goxwiller et les villages d’Andranovelona et d’Ilafy, il y a près de 8500 km de distance. Mais déjà une histoire commune, celle qui unit un groupe de jeunes d’une paroisse du Bas-Rhin, entre la plaine rhénane et les forêts vosgiennes, et des enfants de la grande banlieue de Tananarive, la capitale malgache. Ils ne se sont jamais rencontrés. Et pourtant, les jeunes de la paroisse UEPAL de Goxwiller ont récolté des fonds, monté des dossiers afin de trouver des soutiens institutionnels pour se rendre à Madagascar, et ils ont déjà aidé à créer sur place une cantine et à

mettre en chantier un dispensaire. De leur côté, les habitants d'Andranovelona et d'Ilafy ont lancé eux-mêmes les travaux pour créer les fondations et les murs du bâtiment, se sont groupés pour porter le sable destiné au mortier depuis la rivière la plus proche : c'est toute la population qui s'est mobilisée et qui se prépare à accueillir les jeunes Alsaciens. Le voyage aura lieu en juillet prochain, avec le soutien du Défap. Présentation par Lalie Robson-Randrianarisoa, pasteure de la paroisse de Goxwiller.



Les jeunes de la paroisse de Goxwiller lors d'une de leurs opérations destinées à financer leur projet © UEPAL, paroisse de Goxwiller

Comment est né ce projet ?

Lalie Robson-Randrianarisoa : À l'origine, on trouve une association créée dans la banlieue de Tananarive par des membres de la FJKM, l'Église réformée malgache : Akany Tia Zaza, « le foyer qui aime les enfants ». C'était en 2018 : la nouvelle équipe de moniteurs de l'école du dimanche de la paroisse d'Andranovelona-Ilafy constatait depuis quelque temps des absences inexpliquées parmi les enfants fréquentant

l’école du dimanche. Leur groupe était passé de près de 300 à environ 200, ce qui était très inhabituel. Les moniteurs décidaient de lancer une enquête auprès de leurs familles. Et que leur disaient alors les parents ? « On ne peut plus vous envoyer nos enfants. Ils ont trop faim, ils n’ont pas d’habits, ils sont malades ».

Très touchée par cette situation qu’elle découvrait, l’équipe des moniteurs de l’école du dimanche décidait de constituer une association pour aider ces familles. Avec une idée simple, qui est aussi d’origine biblique : pas la peine d’essayer d’inculquer quoi que ce soit aux enfants si on ne les nourrit pas ; la foi sans les œuvres, ça n’a pas de sens. Et sitôt l’association créée, ses membres ont commencé à chercher des soutiens à Madagascar, mais aussi auprès d’Églises sœurs à l’étranger, jusqu’en Europe.

Comment s’est fait le contact avec la paroisse de Goxwiller ?

Par l’intermédiaire d’une de mes connaissances, qui m’a contactée en 2018 : je viens moi-même de Madagascar, et je connais une ancienne professeure de français très engagée dans de nombreux projets humanitaires, qui s’est déjà investie auprès d’enfants dans le Sud de Madagascar, et qui habite dans ce village. Elle a fait partie de l’équipe des moniteurs de l’école du dimanche d’Andranovelona-Ilafy. Comme elle fait de fréquents voyages en France, elle a pu venir nous présenter l’action de l’association Akany Tia Zaza. Et les jeunes de la paroisse ont décidé de s’impliquer. Ils ont voulu s’appeler « Les Baobabs » *(1)*, avec l’idée d’aider, mais aussi d’aller sur place pour se rendre compte par eux-mêmes.

Le premier but d’Akany Tia Zaza était de fournir une meilleure alimentation aux enfants. Puis, l’association s’est mise à faire du soutien scolaire, a mis en place une mutuelle pour les familles : car dans les hôpitaux malgaches, les patients doivent tout payer de leur poche, depuis les analyses jusqu’aux médicaments. Mais bientôt, il y a eu un drame : une

mort dans le village, par manque d'infrastructures de santé. Quand il y a besoin de soins, il faut se rendre à Tananarive même. Le village n'est qu'à 18 km de la capitale, mais l'état des routes est tel, et les embouteillages si importants, qu'il faut parfois plus de 3 heures pour rejoindre l'hôpital le plus proche. C'est ainsi qu'est née l'idée de construire un dispensaire. Pendant que, parallèlement, le besoin de s'organiser pour nourrir les enfants débouchait sur l'idée d'une véritable cantine scolaire.

Où en est le projet des « Baobabs » ?

Les jeunes de Goxwiller se sont très tôt impliqués pour chercher des subventions, organiser leur voyage : ils avaient prévu de récolter des fonds pour pouvoir se rendre à Madagascar à l'été 2021. Entretemps, il y a eu la pandémie de Covid-19 qui a tout retardé. Mais ils sont très motivés et ne se sont pas découragés. Ils ont multiplié les opérations : organisation de repas, ventes sur les marchés de Noël… Par leurs propres initiatives, ils ont récolté 14.000 euros pour leur voyage. Ils ont trouvé des soutiens. Dont celui du Défap, que je tiens à remercier pour sa confiance. Entretemps, ils ont continué à soutenir Akany Tia Zaza, qui a aujourd'hui l'appui de trois associations en Europe. Et le travail sur place commence à porter ses fruits : il y a désormais une cantine scolaire provisoire qui nourrit 360 enfants à raison de trois jours par semaine. Pour la plupart des enfants qui la fréquentent, c'est leur seul repas de la journée. Il y a aussi un soutien scolaire le samedi pour les enfants qui ont des examens. Mieux pris en charge et mieux nourris, les enfants sont plus concentrés en classe et apprennent mieux.

De leur côté, les habitants des villages ont été très touchés de cet intérêt que leur portaient des jeunes Européens, si loin de leur propre pays. Ils se sont impliqués collectivement pour aider à concrétiser le projet de dispensaire, qui sera la seule structure de santé pour tous les villages environnants. Ils ont uni leurs efforts pour couler les fondations,

construire les murs… Grâce aux dons qui leur sont envoyés, ils ont pu commencer à s’équiper en matériel.



Le chantier du dispensaire © UEPAL, paroisse de Goxwiller

Quand est prévu le voyage ?

Du 7 au 22 juillet. Le principal objectif sera d'achever la création du dispensaire. Il s'agira aussi d'améliorer la cantine, qui est encore provisoire et qui a besoin de meubles. Mais au-delà, les jeunes de Goxwiller espèrent beaucoup apprendre de ce voyage. Échanger avec les Malgaches. Vivre avec eux. Ils comptent par exemple animer sur place un centre aéré éphémère, qui servira pour des moments ludiques mais aussi pour des formations, et dont le but sera surtout de créer du lien. Je les accompagnerai sur place et je ne leur ai rien caché de l'inconfort d'un tel séjour, mais ça ne les effraie pas : ils sont passés par l'étape du scoutisme et ils savent se débrouiller ! Ils ont déjà prévu de se partager en équipes entre le dispensaire, la cantine, le centre aéré…

Quand ils se sont lancés dans ce projet en créant « Les Baobabs », ces jeunes avaient pour la plupart autour de 14-15 ans. Aujourd'hui, ils sont adultes, ils ont pris des chemins différents : certains sont en fac ou dans une grande école, d'autres sont en apprentissage… Ils se préparent à devenir ingénieur, préparatrice en pharmacie, assistante sociale… Et pourtant, ce projet les unit toujours. Chacun s'y implique avec ses propres compétences. C'est un engagement fort pour eux tous qui va se concrétiser cet été. Ils espèrent, et j'espère avec eux, que ce projet ne s'arrêtera pas là, qu'il en sortira quelque chose de pérenne.

Quelles pourraient être les suites ?

Continuer à financer le projet, et revenir, peut-être d'ici deux ans, pour voir les résultats. Et au-delà de l'école, aider aussi à former les jeunes adultes. Akany Tia Zaza a déjà financé les études d'une jeune Malgache qui se destine à devenir sage-femme/infirmière. Elle achève sa formation l'année prochaine et a signé un contrat de 5 ans avec l'association pour travailler dans le dispensaire. Il y a

aussi d’autres besoins sur lesquels nous voudrions intervenir. Par exemple, il y a des enfants du village qui sont obligés de travailler dans des carrières de pierres. Et leurs familles aussi… C’est un travail pénible et ces familles manquent de tout, de matériel, de vêtements, elles grelottent l’hiver… On ne peut pas forcément mettre fin à toutes les misères, mais on voudrait alléger leur fardeau : on a déjà prévu de leur apporter des vêtements lors de notre voyage de juillet.

Mais l’idée centrale, c’est vraiment de créer du lien, et notamment autour de ce qui nous rapproche le plus : l’évangile. Grâce au lien qui nous unit en Christ, la distance physique qui nous sépare est considérablement réduite. Il ne s’agit pas simplement d’aller faire de l’humanitaire, mais de vivre quelque chose ensemble. Comme il est dit dans Matthieu 25 : « toutes les fois que vous avez fait ces choses à l’un de ces plus petits de mes frères, c’est à moi que vous les avez faites ». Nous voulons, à notre échelle, être des témoins de l’Église universelle. Je me souviens encore, en tant que pasteure, de ce qui m’a été dit le jour de mon ordination : « Vous aurez la tête dans le ciel, mais les pieds dans la boue ». Il y a une connexion directe entre le ciel et la terre. On ne peut pas se cantonner à la théologie en négligeant l’action ; et l’action sans la foi n’a plus de fondement.



Les habitants d’Andranovelona allant chercher du sable à la rivière pour le mortier destiné aux fondations du dispensaire

© UEPAL, paroisse de Goxwiller

(1) Pourquoi ce nom ? « C'est parce que nous souhaitons nous rendre utiles à autrui que nous avons choisi de nous appeler les Baobabs », expliquent les jeunes de Goxwiller : « cet arbre à la silhouette très reconnaissable est aussi appelé « arbre de vie », car ses fruits comme ses feuilles sont comestibles et connus pour leurs propriétés médicinales, et son tronc absorbe l'eau et lui sert de réservoir ; un symbole de durabilité pour les humains et la biodiversité qui nous plaisait particulièrement ! »

L'EPUdF et l'UEPAL contre le piège des extrêmes

Face à la montée de l'extrême droite qui s'est manifestée lors des élections européennes, et dans la perspective des législatives à venir, l'Église protestante unie de France et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, toutes deux membres du Défap, appellent à la responsabilité.



© Element5 Digital / Unsplash

Communiqué de l’Église protestante unie de France (EPUdF)

Paris, le 13 juin 2024

Face à l’extrême droite, une Église accablée, déterminée et engagée

Les résultats français des élections au Parlement européen nous accablent. Depuis dimanche soir, nous sommes sous le choc d’un parti politique d’extrême droite, porté en première place par notre pays.

L’Église protestante unie de France ne peut pas se taire. Vivre sa foi dans le monde engage notre responsabilité à travailler ensemble et individuellement pour le bien commun. Se tenir à l’écoute de l’Évangile a nécessairement des conséquences politiques qui s’opposent au programme du Rassemblement national.

Avec toutes celles et ceux qui, dans l'Église et hors de l'Église, dans les associations, les entreprises et toute la société, œuvrent pour la solidarité et la paix, pour le partage et le dialogue, pour l'hospitalité et l'écoute, nous appelons chacune et chacun à exercer son droit de vote en participant aux prochaines élections législatives. Se rendre aux urnes est une prise de parole nécessaire au bien commun.

Pendant des décennies, nos synodes successifs[1] ont affirmé que l'Évangile nous appelle à dépasser nos peurs, à résister au piège de la violence et à la tentation du rejet. Dans la fidélité à l'Évangile du Christ crucifié et ressuscité, nous redisons que chaque personne humaine est reconnue digne. Nous refusons de laisser l'Évangile servir d'argument pour exclure les uns et réduire au silence les autres.

Alors que les discours violents et méprisants occupent une large place de l'espace médiatique et empoisonnent les esprits, nous vous encourageons à entrer en discussion avec parents, voisins, collègues, amis. Nous vous encourageons à vous joindre à toutes les forces de dialogue, de justice et de paix pour débattre et construire ensemble une alternative aux idéologies d'extrême droite.

C'est de reconnaissance que l'être humain a besoin, d'estime et d'attention, et non de mépris, de rejet et d'humiliation.

Nous n'ignorons rien des situations de vie précaires, des injustices économiques et des violences sociales : faire le malheur des uns ne fera pas le bonheur des autres. La liberté, l'égalité et la fraternité sont les seuls chemins à emprunter ensemble pour une société juste. La division et l'exclusion nous mèneraient dans de dangereuses impasses.

Devant la complexité des enjeux nationaux et internationaux, nous refusons les messages rapides, lisses et simplistes. Bien loin de répondre aux défis de notre temps, ils sont inopérants car mensongers.

Toujours nous confessons que Dieu aime le monde. Cet amour nous conduit à résister à tout ce qui défigure l'être humain. Nous résisterons donc aux sirènes de la violence et de l'inhumanité véhiculées par l'extrême droite et le Rassemblement national. Nous résisterons aujourd'hui et demain, pour la vie, pour la joie, par l'espérance. En Christ est notre assurance. Nous croyons que « c'est dans le calme et la confiance que sera votre force » (Esaïe 30,15).

Pasteure Emmanuelle SEYBOLDT
Présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France

Communiqué de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL)

Déclaration du 13 juin 2024

Donnons la priorité à nos valeurs

En France, les élections européennes ont davantage porté sur la politique nationale que sur l'orientation des politiques de l'Union. Les résultats du scrutin ont conduit le Président de la République à appeler à des élections législatives dans un délai extrêmement court. Notre pays vit une échéance électorale majeure dans une ambiance de précipitation.

Nous invitons nos concitoyennes et concitoyens à la lucidité et à la responsabilité. Toujours imparfaite, la démocratie est une chance. Ne manquons pas l'occasion de débattre et de réfléchir. Qu'avons-nous en commun de plus précieux ? Comment redonner un élan à la vie démocratique, favoriser le développement durable, assurer à toutes et à tous un niveau de vie décent, réguler la vie sociale, protéger les citoyens, garantir la paix, faire régner la justice et mettre en place

plus de solidarité ?

Les propositions extrémistes sont un piège. L'avenir se décide maintenant. Les élus ont un rôle essentiel à jouer. Il s'agit de poursuivre des projets à long terme et non de choisir des solutions démagogiques. Les Françaises et les Français aspirent à un monde plus juste, plus sûr et qui retrouve la paix. Grâce au projet européen, nous sommes passés d'une logique de l'intérêt particulier à celle de l'intérêt commun. Le repli sur soi et la fermeture ne sont pas des solutions réalistes.

En tant que protestants, nous sommes attachés à la démocratie représentative, à la place des corps intermédiaires et au respect de tous les acteurs de la société. Nos futurs gouvernants doivent impérativement être en mesure de coopérer en confiance avec nos partenaires européens. À qui confierons-nous les clés de la maison commune pour garantir une paix civile permettant aux croyants et non croyants, partisans de telle ou telle idéologie, de vivre côte à côte ? Notre foi chrétienne nous commande d'aimer notre prochain et de tendre la main à toute personne en difficulté, quelles que soient ses convictions ou ses origines. Nous invitons les citoyennes et les citoyens à voter pour orienter notre pays non vers l'affrontement permanent, mais vers le dialogue et la fraternité, au service du bien commun.

« Cela importe d'autant plus que vous savez en quel temps nous sommes :
c'est l'heure de vous réveiller enfin du sommeil ! » Romains 13, 11

Le Conseil de l'Union

Annoncer l’évangile de la paix et de l’espérance pour la réconciliation des mémoires

Face à la situation politique inédite que connaît notre pays, le président du Défap, dans un communiqué, « dénonce toute politique qui discrimine » et défend les échanges qui « favorisent la compréhension mutuelle ».



Vue de l’AG 2023 du Défap © Défap

La France traverse depuis quelque temps une période singulière, renforcée par le résultat des élections

européennes et la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Les débats politiques conduisent aujourd'hui à attiser les oppositions entre personnes, groupes sociaux ou communautés. Des propos tendent à désigner des boucs émissaires, en stigmatisant leur origine ou leur appartenance confessionnelle.

La violence de la parole publique ou des réseaux sociaux inquiète nombre de personnes de toute origine et de toute sensibilité.

Fort de son expérience dans l'interculturalité à travers les envois et l'accueil de volontaires pour le service civique international, l'envoi de VSI (Volontaires de Solidarité Internationale), l'accueil de théologiens doctorants, l'octroi de bourses d'études à des jeunes femmes du Sud Kivu pour entamer des études de théologie, les échanges entre enseignants de théologie, le Défap affirme que la rencontre est créatrice de richesses et favorise la compréhension mutuelle. C'est pourquoi il dénonce toute politique discriminatoire. Si on peut entendre et comprendre l'exaspération d'une partie de la population française confrontée à de grandes difficultés dans sa vie quotidienne, le Service Protestant de Mission-Défap s'oppose à toute solution politique basée sur le rejet des personnes en raison de leur origine et qui ne sont pas la cause de notre crise économique, sociale et institutionnelle.

« Créatures de la Parole », les Églises se reçoivent d'un appel qui vient de plus loin qu'elles et se révèle capable de rassembler les enfants de Dieu. Dans le sillage de cette conviction du Groupe des Dombes, à travers le Défap, dans le bruit du monde, l'évangile de la paix et de l'espérance est apporté et contribue à la réconciliation des mémoires.

Joël Dautheville
Président du Conseil du Défap

Madagascar : soutenir l’éducation des enfants de Topaza

Ce centre d’accueil pour enfants, qui héberge, nourrit et éduque des orphelins, mais aussi des enfants de familles démunies, se trouve à Tananarive. La capitale malgache est en effet un des lieux où la pauvreté progresse le plus vite, et les enfants en sont les premières victimes. Le centre Topaza reçoit un soutien financier du Défap pour l’éducation de ses jeunes pensionnaires, et recevra l’an prochain l’appui d’un envoyé du Défap sous statut de VSI.



Enfants accueillis au centre Topaza © Topaza

Cinquième plus grande île du monde, disposant de ressources naturelles considérables et d'une biodiversité inégalée, Madagascar est pourtant encore aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (le PNUD), les trois quarts des habitants sont pauvres : 75,2% de la population vit avec moins de 0,89 dollars par jour et 51,8% est en situation d'extrême pauvreté. À cela s'ajoute le fait que presque chaque année les cyclones, les sécheresses et autres aléas climatiques réduisent fortement ou même annihilent les progrès du développement durable. En se basant sur l'indice de développement humain, en 2024, Madagascar est classé au 177ème rang sur 191 pays étudiés.

C'est dans les villes que cette pauvreté se développe le plus. Si la grande pauvreté touche la plus grande partie des régions rurales, les zones urbaines, au premier rang desquelles la capitale Tananarive, sont elles aussi de plus en plus touchées : selon un rapport de la Banque mondiale de février 2024, en 10 ans, de 2012 à 2022, le taux de pauvreté urbaine est passé de 42% à 55%. À cela, diverses raisons : l'exode rural, qui pousse des populations démunies vers les villes où elles ne trouvent guère à subsister ; les crises politiques récurrentes aggravant la fragilité de l'île face aux chocs économiques… Exemple le plus frappant ces dernières années, la pandémie de Covid-19 s'est traduite par une crise sociale sans précédent.



Un bâtiment du centre © Topaza

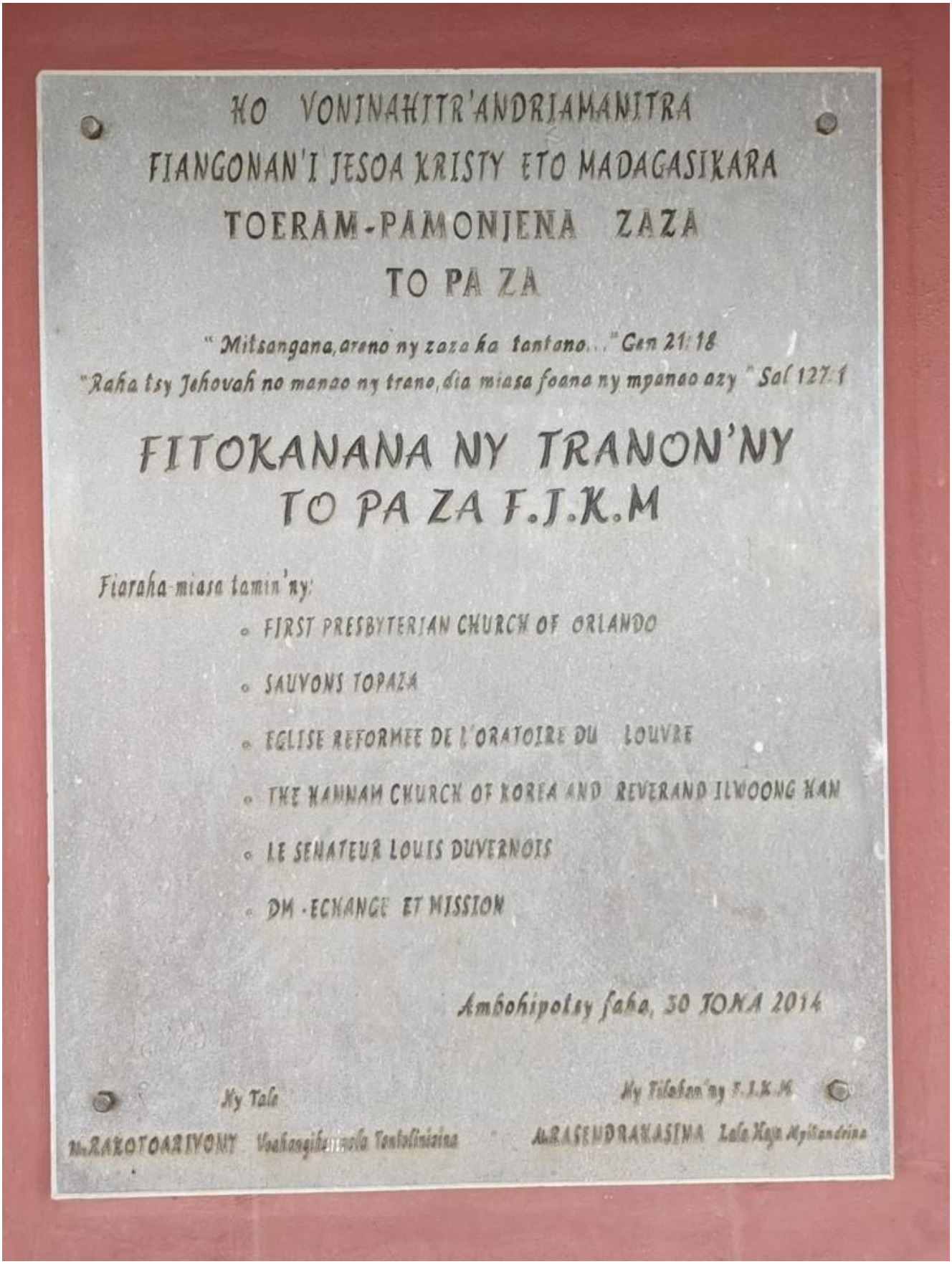
Les enfants, premiers à pâtir des conséquences de la pauvreté

L'un des visages de cette pauvreté qui s'accroît dans les villes, ce sont les enfants des rues. Dans la seule capitale Tananarive, ils étaient près de 12 000 en 2015. Depuis la pandémie de Covid-19, toutes les ONG présentes sur place témoignent que leur nombre a nettement augmenté, mais faute de chiffres, impossible de savoir dans quelle proportion. Leur présence montre surtout que les enfants sont parmi les premiers à pâtir des conséquences de la pauvreté, qui mine les structures familiales, empêche l'accès aux soins, accroît le risque de déscolarisation.

Dans un pays dépourvu de structures de protection sociale, les Églises ont un rôle incontournable pour limiter les effets de la pauvreté ; et une partie de leur activité diaconale se manifeste à travers des centres pour enfants, qui peuvent accueillir des orphelins mais aussi des enfants de familles

démunies, leur procurent un toit, de la nourriture, des soins et une éducation. C'est le cas, à Tananarive, du centre Topaza, œuvre de la FJKM (l'Église réformée, l'une des deux Églises avec lesquelles le Défap est en lien à Madagascar) fondée en 1945 et héritée de la Mission protestante française. Il reçoit des orphelins, des enfants abandonnés et aussi des « cas sociaux ». Il compte une cinquantaine de pensionnaires – à peu près autant de filles que de garçons – qui peuvent être accueillis depuis leur plus jeune âge et jusqu'à leur majorité.

Le centre Topaza bénéficie d'un soutien financier du Défap pour l'éducation de ses jeunes pensionnaires ; il accueillera aussi à partir de l'année prochaine un envoyé du Défap sous statut VSI (Volontaire de solidarité internationale) pour aider à l'enseignement. Il fait partie des nombreuses œuvres de communautés ou d'Églises malgaches ayant des liens réguliers et bénéficiant d'un soutien du protestantisme français : il a par exemple pu faire des travaux d'agrandissement avec l'appui de l'Entraide de l'Oratoire du Louvre, et a reçu un soutien pour reconstruire après des intempéries qui avaient détruit le bâtiment principal. Parmi les structures similaires régulièrement soutenues à Madagascar par le Défap, notamment à travers l'envoi de volontaires, on peut citer le centre Akanisoa, à Antsirabe, l'orphelinat Maso Hafa près de Tananarive, la communauté des sœurs de Mamré qui organise un accueil périscolaire et une cantine pour enfants démunis…



Une plaque témoignant de l'engagement du protestantisme français, apposée sur un bâtiment reconstruit après des intempéries © Topaza

Unepref, Refondation et place des femmes au menu du Conseil du Défap

Le Conseil du Défap des 7 et 8 juin 2024 s'est penché sur les manières de faire avancer le processus de Refondation, en prenant en compte les situations respectives de ses diverses Églises membres. L'une d'elles, l'Unepref, a choisi de réduire ses relations internationales. Le Conseil a aussi passé en revue ses actions avec ses Églises partenaires, sous l'angle de la place reconnue aux femmes.



Vue du Conseil du Défap réuni dans la chapelle du 102 boulevard Arago © Défap

Au cours de son synode des 1er et 2 juin, l'Unepref (Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France) avait mis au vote la question de ses relations avec

divers organismes et communautés d'Églises. Le dossier pré-synodal comportait ainsi une large part consacrée à un audit de ses relations à l'international, et de ses liens avec le Défap, la Cevaa (Communauté d'Églises en mission), la CEPF (Communauté des Églises protestantes francophones, anciennement Ceeefe), la CMER (Communion mondiale d'Églises réformées) et la CEPPLE (Conférence des Églises protestantes des pays latins d'Europe). Les délégués, appelés à se prononcer par un vote sur chacune de ces institutions, ont choisi de réduire significativement les relations internationales entretenues par l'Unepref, qui restera membre seulement de la CEPF et de la Cevaa. Le synode s'est toutefois profondément divisé, notamment lors du vote sur les relations avec le Défap : la décision a été prise sans majorité absolue et à une voix près (24 pour la sortie du Défap, 23 pour la poursuite des relations, 7 abstentions).

Dans une lettre envoyée à l'issue de ce synode pour expliquer ces décisions, Clémence Bury, présidente de la Commission permanente de l'Unepref, a évoqué plusieurs motifs : « le positionnement confessant de l'union », « la volonté des Églises locales d'être responsables de leur vocation missionnaire », mais aussi « l'Union et ses ressources ». Et de souligner : « Conscients que nous ne pouvons être « partout » et portés par le désir d'un engagement vrai et assumé, nous devons humblement reconnaître nos limites ». Concrètement, cette décision se traduit, non par une sortie immédiate du Défap, mais par le début d'un processus de retrait progressif, comme l'a indiqué Clémence Bury dans sa lettre : « nous attendons vos recommandations en ce qui concerne les étapes de notre désengagement. En attendant, les engagements pris et en cours seront maintenus jusqu'à leur terme ». Par ailleurs, si l'Unepref veut se désengager en tant qu'union d'Églises, un certain nombre de ses Églises membres continueront à apporter leur contribution financière et à participer au Défap.



Vue du synode 2024 de l'Unepref © Unepref

Cette situation nouvelle a été évoquée lors du dernier Conseil du Défap, le 7 juin, qui a fait un retour sur les récents synodes de l'EPUdF et de l'Unepref. Avec bien sûr un questionnement sur les suites de cette décision de l'Unepref, en particulier dans l'optique du processus de Refondation dans lequel est engagé le Service protestant de mission. Le Défap avait déjà pris acte des difficultés de ses trois Églises membres, l'EPUdF (Église protestante unie de France), l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine) et l'Unepref à produire ensemble un document sur leurs attentes communes. Au cours de la séance du 7 juin, le Conseil a donc décidé d'élargir son équipe chargée de faire avancer les réflexions sur la Refondation, en y intégrant les représentants de l'EPUdF et de l'UEPAL siégeant au Bureau, à savoir : Ulrich Rüsen-Weinhold pour l'EPUdF, et Enno Strobel pour l'UEPAL, qui étaient déjà au cœur des travaux engagés sur le Défap au sein de leurs Églises respectives.

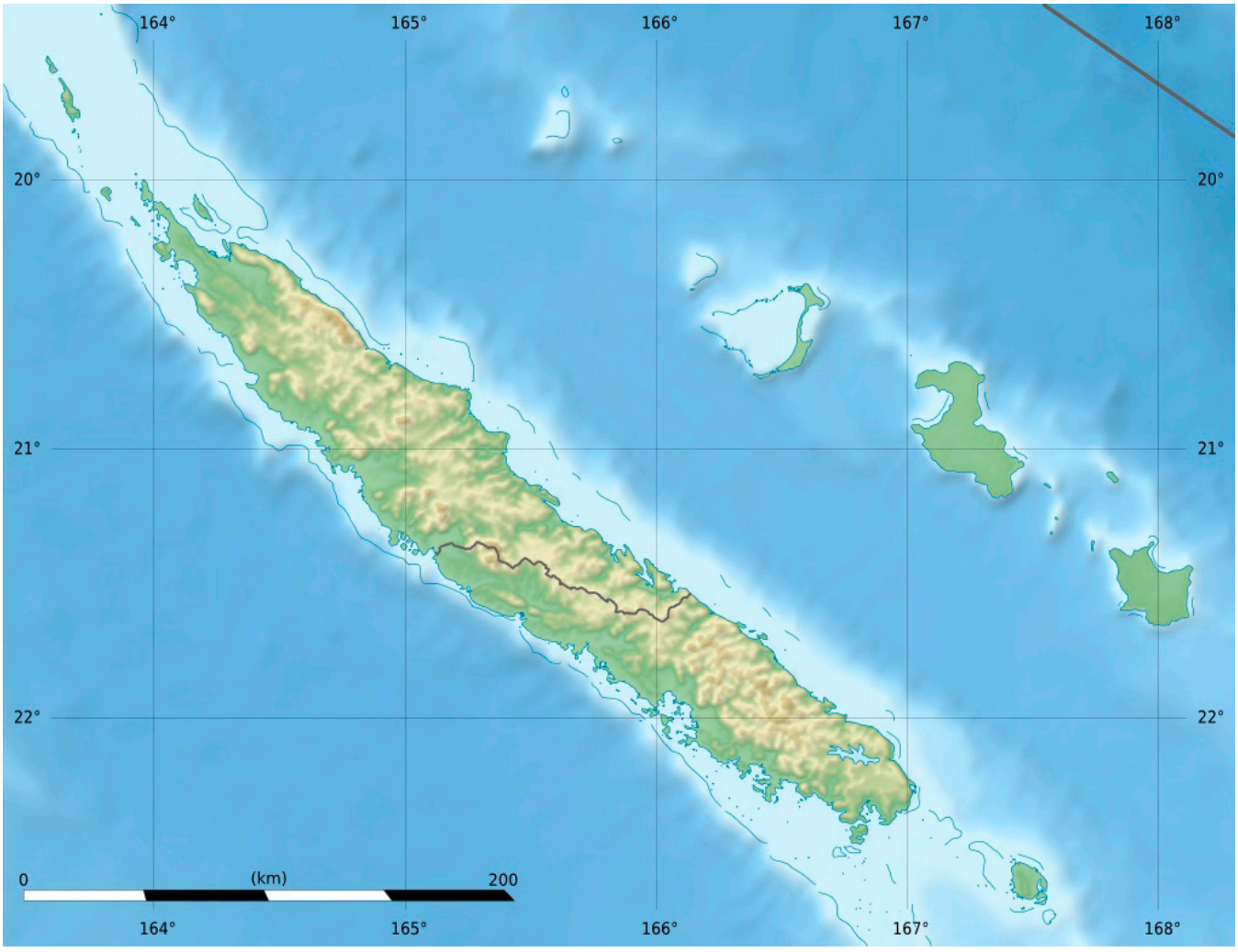
Ce Conseil des 7 et 8 juin s'est également penché sur ses actions avec ses Églises partenaires, sous l'angle de la place

des femmes. Comme le souligne son programme de travail « Convictions et actions », le Défap entend travailler à une égale dignité des hommes et des femmes dans l'Église et la société. Il soutient la formation théologique des femmes, encourage des projets d'éducation à l'égalité femme-homme dans l'Église, et travaille avec ses partenaires pour favoriser les candidatures féminines et encourager leur leadership dans l'Église. Cette égale dignité est un objectif plus ou moins éloigné selon les partenaires. En France même, c'est toujours un chantier en cours. Si 40% des pasteurs y sont aujourd'hui des femmes, pendant longtemps, elles ont été tenues éloignées du ministère pastoral : ce n'est qu'au tout début des années 30 qu'une femme y a été reconnue pasteur de plein droit. Hors de France, certaines Églises partenaires du Défap reconnaissent le ministère pastoral féminin, d'autres doivent être accompagnées sur ce chemin, en soutenant les voix qui plaident de l'intérieur pour une égale prise en compte des hommes et des femmes.

Cette réunion du Conseil a enfin permis d'évoquer les récentes visites aux Églises et institutions partenaires au Cameroun, l'accompagnement de l'Église de Guadeloupe, ou encore la prochaine session de formation des envoyés du Défap, qui aura lieu sur les dix premiers jours de juillet. De telles sessions sont, à chaque fois, l'aboutissement de toute une année : à la fois pour les futurs envoyés, dont la procédure de recrutement s'étale sur plusieurs mois, et pour le personnel du Défap, largement mobilisé en amont et pendant cette période de préparation au départ.

Nouvelle-Calédonie : lettre ouverte de l’EPKNC à Emmanuel Macron

Dans un message adressé à Emmanuel Macron, l’Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie appelle le Président de la République à ne pas poursuivre la procédure qui doit se traduire par le dégel du corps électoral en Nouvelle-Calédonie. « N’ayez pas peur », souligne cette lettre signée du pasteur Var Kaemo, président de l’EPKNC, « de revenir sur ce processus législatif que vous avez engagé et qui place les enfants de Dieu de la Kanaky Nouvelle-Calédonie dans la peur, la résistance et le désespoir ».



Carte de la Nouvelle-Calédonie © DR

Monsieur le Président,

Le président et le bureau de l'Église Protestante de Kanaky-Nouvelle-Calédonie décide, ce mercredi 05/06/2024, de vous transmettre la Déclaration suivante :

Dieu accueille chaque être humain tel qu'il est, sans aucun mérite de sa part. Son Esprit se manifestant en nous, nous apprenant à s'écouter mutuellement. L'Église doit respect aux autorités politiques et coutumières et réciproquement.

Dans le contexte actuel particulièrement explosif pour notre pays, l'expression de foi d'une Église et sa fidélité à l'Évangile, lui défient de témoigner et de proclamer l'espérance chrétienne.

Dieu nous a créés en êtres humains libres, nous invitant à vivre en confiance avec lui. Nous trahissons souvent cette confiance car souvent confrontés à un monde marqué par le mal et le malheur.

Mais une brèche s'est ouverte avec Jésus, reconnu comme le Christ annoncé par les prophètes
: le règne de Dieu est déjà à l'œuvre parmi nous. Nous croyons qu'en Jésus, le Christ crucifié et ressuscité, Dieu a pris sur lui le mal, notre péché. Libéré grâce à sa bonté et sa compassion, Dieu habite notre fragilité et brise ainsi la puissance de la mort. Il fait toutes choses nouvelles !

D'une simple parole de votre part…

Par son Fils Jésus, nous devenons, nous tous, ses enfants. Il nous relève sans cesse : de la peur à la confiance, de la résignation à la résistance, du désespoir à l'espérance.

L'Esprit de Pentecôte nous encourage à témoigner de l'amour de Dieu, en paroles et en actes. Il nous appelle, avec d'autres artisans de justice et de paix, politiques ou coutumiers, à

entendre les détresses et à combattre les fléaux de toutes sortes : inquiétudes existentielles, ruptures sociales, haine de l'autre, discriminations, persécutions, violences, refus de toute limite… Dieu étant lui-même la source des inédits et des dons possibles.

Nous attestons que la vérité dont l'Eglise vit la dépasse toujours.

C'est donc avec respect et humilité , Monsieur Le Président, que nous vous demandons :

• d'une part, d'acter officiellement la fin de la procédure constitutionnelle sur le dégel du corps électoral et de ne plus le présenter au Congrès de Versailles ;
• et d'autre part, de poursuivre le projet de décolonisation initié par les « Accords de Nouméa », qui allait déboucher sur une citoyenneté calédonienne.

Si quelqu'un doit nous aider à rouler la pierre tombale, qui empêche actuellement toutes résurrections possibles, c'est bien vous Monsieur Le Président de la République.

N'ayez pas peur de revenir sur ce processus législatif que vous avez engagé et qui place les enfants de Dieu de la Kanaky Nouvelle-Calédonie dans la peur, la résistance et le désespoir.

D'une simple parole de votre part, ces enfants de Dieu de la Kanaky Nouvelle-Calédonie peuvent retrouver confiance et espérance.

À celui qui est amour au-delà de tout ce que nous pouvons exprimer et imaginer, disons notre respect et reconnaissance. Merci d'avance.

Votre serviteur inutile le pasteur, Var Kaemo, l'indigène du pays Dehu,

Le Président de l'EPKNC, pasteur Hőcë Kaemo